



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France



EMARGENCE Audit
19 rue Pierre Sémard
75009 Paris
France



S.A. REALITES

Société anonyme
Au capital de 16 927 999,79 €
SIREN : 451 251 623

103 route de Vannes
Immeuble Le Cairn
44803 ST HERBLAIN CEDEX

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes
annuels

Exercice clos le 31/12/2017

S.A. REALITES

A l'Assemblée Générale de la société S.A. REALITES,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société S.A. REALITES relatifs à l'exercice clos le **31/12/2017**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du **01/01/2017** à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Règles et méthodes comptables :

Les notes de l'Annexe relatives aux "Immobilisations financières" et "Créances" exposent les règles et méthodes comptables concernant la comptabilisation des titres de participation et des autres créances. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'Annexe et nous avons pu nous assurer de leur correcte application.

Estimations comptables :

Les notes de l'Annexe relatives aux "Immobilisations financières" et "Créances" exposent les modalités et les éléments pris en considération pour la dépréciation éventuelle de ces valeurs. Nos

travaux ont notamment consisté à apprécier le caractère raisonnable des données et hypothèses retenues sur lesquelles se fondent ces estimations et qui motivent l'absence de dépréciation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de

systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Défense et Paris, le 10 avril 2018

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Philippe BOURHIS
Associé

EMARGENCE AUDIT SAS



Julien TOKARZ
Associé

REALITES

**103 ROUTE DE VANNES
LE CAIRN
44800 SAINT HERBLAIN**

Comptes au 31/12/2017

Comptes annuels

Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2017	31/12/2016
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 408 101	595 765	812 336	399 699
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	4 130	2 500	1 630	1 630
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	282 350	84 782	197 567	216 391
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	3 150 148	938 021	2 212 127	1 408 023
Immobilisations en cours	486 532		486 532	241 205
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	21 537 375		21 537 375	20 655 506
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	11 397		11 397	11 245
Prêts	500		500	
Autres immobilisations financières	163 532		163 532	163 532
ACTIF IMMOBILISE	27 044 065	1 621 069	25 422 996	23 097 231
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	17 009		17 009	246 728
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	3 104 675		3 104 675	1 378 318
Autres créances	22 746 129		22 746 129	25 663 705
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	8 628 160		8 628 160	2 391 358
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	111 521		111 521	265 961
ACTIF CIRCULANT	34 607 495		34 607 495	29 946 070
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	61 651 559	1 621 069	60 030 491	53 043 301

Bilan - Passif

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Capital social ou individuel (dont versé : 16 928 000)	16 928 000	16 928 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport	2 893 933	2 893 933
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	452 858	452 858
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	3 870	3 870
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	3 934 133	5 373 761
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	3 881 141	-143 456
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	370 637	153 777
CAPITAUX PROPRES	28 464 573	25 662 743
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS		
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	16 710 734	16 799 556
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 646 333	5 450 177
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	5 509 733	2 694 768
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	971 115	1 033 496
Dettes fiscales et sociales	1 223 348	1 042 326
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	76 245	334 213
Autres dettes	428 410	26 023
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	31 565 918	27 380 558
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	60 030 491	53 043 301

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2017	31/12/2016
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	9 691 861		9 691 861	6 259 013
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	9 691 861		9 691 861	6 259 013
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			4 053	2 556
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			45 914	100 198
Autres produits			3 884	5 541
PRODUITS D'EXPLOITATION			9 745 712	6 367 308
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				-4 259
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			6 207 129	3 842 141
Impôts, taxes et versements assimilés			125 869	195 511
Salaires et traitements			1 925 957	1 914 251
Charges sociales			777 491	802 615
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			572 756	290 439
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Autres charges			19 008	7 046
CHARGES D'EXPLOITATION			9 628 209	7 047 743
RESULTAT D'EXPLOITATION			117 503	-680 435
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			3 073 184	1 768 652
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			63 106	79 502
Autres intérêts et produits assimilés			263 406	13 722
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			3 399 697	1 861 875
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			1 857 400	1 733 725
Différences négatives de change			298	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			1 857 698	1 733 725
RESULTAT FINANCIER			1 541 999	128 150
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			1 659 502	-552 285

Compte de résultat

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	313 066	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 983 137	120 197
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	39 440	26 596
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 335 642	146 793
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 288	230 217
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 121 777	267 104
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	256 300	125 884
CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 379 366	623 205
RESULTAT EXCEPTIONNEL	956 276	-476 412
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-1 265 363	-885 241
TOTAL DES PRODUITS	15 481 051	8 375 976
TOTAL DES CHARGES	11 599 910	8 519 432
BENEFICE OU PERTE	3 881 141	-143 456

Annexes

Règles et méthodes comptables

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'autorité des normes comptables n° 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

REALITES poursuit son développement et assoit son positionnement comme un groupe d'ingénierie immobilière intégré, consolidant les métiers du développement foncier, du montage, de la maîtrise d'œuvre d'exécution, de la distribution, ainsi que de la communication. En lien étroit avec ces activités, REALITES a une activité capitalistique intense dans les sociétés qui portent les programmes immobiliers.

Début 2017, la société YELLOPARK a été créée. REALITES en détient 50% du capital. La société YELLOPARK étudie la faisabilité de la réalisation d'un projet urbain et immobilier ainsi qu'un nouveau stade dédié au Football Club de Nantes.

Le 27 avril 2017, la société LEXIN a cédé l'intégralité de sa participation dans la société REALITES, soit 30% du capital de cette société au profit de la société DOGE. Préalablement à cette cession, la société DB2 a apporté, au profit de la société DOGE, l'intégralité des actions REALITES qu'elle détient, soit 9,11% du capital de cette société. Cet apport a été rémunéré par l'émission de 183 871 actions DOGE (représentant environ 38% de son capital) attribuées à la société DB2, le solde étant détenu par Yoann JOUBERT. A l'issue des opérations, DOGE détient 54,11% des actions et 55,29% des droits de vote de REALITES.

En fin d'exercice, les sociétés REALITES HUB 5, REALITES INGENIERIE, REALITES LIFE PLUS et REALITES OFFICES ont été créées. REALITES en est l'actionnaire unique. Ces sociétés vont permettre un meilleur soutien à la mise en œuvre des programmes immobiliers devenus de plus en plus spécifiques et diversifiés.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements de dépréciation économiquement justifiés sont calculés sur la durée de vie prévue estimée des immobilisations selon le mode linéaire.

Immobilisations corporelles et incorporelles	Amortissements pour dépréciation	Amortissements fiscalement pratiques
Logiciel	3 ans	1 an
Constructions	15 ans	15 ans
Install. générales agencés, aménagés	2 à 8 ans	2 à 8 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans	3 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	3 ans	3 ans
Mobilier	2 à 10 ans	2 à 10 ans

Règles et méthodes comptables

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'achat y compris les frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

CREANCES

Les créances ont été inscrites pour leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée sur les créances par voie de provision, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Les dépréciations sont évaluées créance par créance.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Le montant des engagements de retraite au 31/12/2017 s'élève à 24 308,20 euros. Compte tenu du caractère non significatif de ces engagements, aucune provision n'a été comptabilisée.

Les hypothèses de calcul retenues ont été les suivantes :

- Départ à l'initiative du salarié à 65 ans
- Taux de charges sociales : 45 %
- Taux d'actualisation retenu : 1,30 %
- Taux de revalorisation des salaires retenu : 2,50 %
- Taux de rotation du personnel : 8 %

Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	791 968		620 263
Terrains			
	Dont composants		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui	282 350		
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.	1 043 647		908 088
Matériel de transport	144 816		13 090
Matériel de bureau, informatique, mobilier	869 939		242 708
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	241 205		486 532
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 581 957		1 650 418
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	20 655 506		16 932 040
Autres titres immobilisés	11 245		153
Prêts et autres immobilisations financières	163 532		1 200
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	20 830 282		16 933 392
TOTAL GENERAL	24 204 207		19 204 073

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			1 412 231	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui			282 350	
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers			1 951 735	
Matériel de transport		57 085	100 821	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		15 055	1 097 592	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	203 556	37 649	486 532	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	203 556	109 789	3 919 029	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		16 050 170	21 537 375	
Autres titres immobilisés			11 397	
Prêts et autres immobilisations financières		700	164 032	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		16 050 870	21 712 804	
TOTAL GENERAL	203 556	16 160 659	27 044 065	

Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	390 639	207 627		598 265
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui	65 959	18 823		84 782
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers	144 169	170 429		314 598
Matériel de transport	128 741	12 418	51 314	89 845
Matériel de bureau et informatique, mobilier	377 469	163 459	7 350	533 578
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	716 338	365 129	58 664	1 022 804
TOTAL GENERAL	1 106 977	572 756	58 664	1 621 069

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL							
AUT. INC.	256 300			37 946			218 354
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.				1 494			-1 494
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.				1 494			-1 494
Acquis. titre							
TOTAL	256 300			39 440			216 860

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	153 777	256 300	39 440	370 637
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	153 777	256 300	39 440	370 637

Provisions pour litiges
Provisions pour garanties données aux clients
Provisions pour pertes sur marchés à terme
Provisions pour amendes et pénalités
Provisions pour pertes de change
Provisions pour pensions, obligations similaires
Provisions pour impôts
Provisions pour renouvellement immobilisations
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer
Autres provisions pour risques et charges

PROVISIONS RISQUES ET CHARGES

Dépréciations immobilisations incorporelles
Dépréciations immobilisations corporelles
Dépréciations titres mis en équivalence
Dépréciations titres de participation
Dépréciations autres immobilis. financières
Dépréciations stocks et en cours
Dépréciations comptes clients
Autres dépréciations

DEPRECIATIONS

TOTAL GENERAL	153 777	256 300	39 440	370 637
----------------------	----------------	----------------	---------------	----------------

Dotations et reprises d'exploitation
Dotations et reprises financières
Dotations et reprises exceptionnelles

256 300 39 440

Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice